

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 29/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



Carrière SOGRAP

Lieu-Dit « La Vallée »

6955 ST JEAN LA BUISSIÈRE

Références : UD-R-SSDAS-22-315-YG
Code AIOT : 0006101415

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/12/2022 de l'établissement SOGRAP implanté « La Vallée » 69550 SAINT JEAN LA BUISSIÈRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Carrière SOGRAP
- « La Vallée » 69550 SAINT JEAN LA BUISSIÈRE
- Code AIOT : 0006101415
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La carrière de Saint Bonnet est autorisée par l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2012 modifié par l'arrêté préfectoral du 27 juin 2016 à exploiter une carrière de roche massive (ignimbrites rhyolitiques, volcanique, et microgranites).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Modification du phasage d'exploitation suite à la perte de la maîtrise foncière
- Action nationale relative au plan de gestion des déchets d'extraction (PGD)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives:

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Modification	Arrêté Préfectoral du 18/12/2012, articles 24	/	Lettre Préfectorale
6	PGD	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, articles 11.5 et 16 bis	/	Lettre Préfectorale

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Remblayage par des déchets inertes externes	Arrêté Ministériel du 31/05/2021 article 6	/	Lettre Préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Déchets concernés par le plan de gestion des déchets d'extraction (PGD)	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, annexe 1	/	Sans objet
3	Déchets d'extraction inertes	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, annexe I	/	Sans objet
4	Déchets d'extraction non inertes	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, annexe I		Sans objet
5	PGD	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis		Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de porter à connaissance du Préfet la modification des conditions d'exploitation et de remise en état résultant de la perte de la maîtrise foncière des parcelles 656, 361, 437 et 439 à compter du 06 janvier 2023. Ce dossier devra être déposé sous 6 mois et fera l'objet d'une attention particulière sur l'aspect Biodiversité du site.

L'Inspection constate que le Plan de Gestion des Déchets issu de l'extraction est rédigé et mis en œuvre par l'exploitant.

Toutefois, elle note également des points à améliorer concernant la transmission de ce dernier et dans la localisation précise des déchets d'extractions. Elle indique à l'exploitant de bien transmettre à chaque mise à jour le document à Monsieur le préfet du Rhône et de compléter son plan de gestion des déchets sur la partie relative à la zone de stockage des déchets d'extraction et en procédant à la mise à jour du document.

Enfin l'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant l'obligation concernant la mise en place du registre Chronologique prévu par l'arrêté du 31 mai 2021 depuis le 01^{er} janvier 2022 et que la transmission du registre chronologique tenu à partir du 1^{er} janvier 2023 devra être versé au RNDTS d'ici le 1^{er} mai 2023.

2-4) Fiches de constats

N°2 : Déchets concernés par le plan de gestion des déchets d'extraction (PGD)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2016, articles 2 et Arrêté Préfectoral du 18/12/2012, article 24
Thème(s) : Modification Phasage d'exploitation et des conditions de remise en état
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ou des prescriptions du présent arrêté est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Le contrat de fortage des parcelles 656, 361, 437 et 439 a été dénoncé par le propriétaire à la date du 06/01/2023. La perte de maîtrise foncière de ces parcelles, entraîne, de fait, une modification de l'exploitation de la carrière et des conditions de remise en état. Le secteur concerné par la fin de la maîtrise foncière doit faire l'objet d'une mise en sécurité et d'une remise en état à vocation naturelle et paysagère.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : L'exploitant déposera un dossier de modification des conditions d'exploitation et des conditions de remise en état sous 6 mois. Ce dossier devra faire l'objet d'une attention toute particulière sur l'aspect biodiversité du site et sur la nécessité de proposer des modifications proposant la même plus-value écologique, en tenant compte de la perte supplémentaire le temps de la mise en place de la nouvelle zone compensatoire si cette dernière devait être déplacée. En outre l'inspection des installations classées indique à l'exploitant la nécessité de procéder à la mise en sécurité du secteur concerné par la perte de la maîtrise foncière. Ce secteur devra faire l'objet d'une proposition de remise en état conforme à la vocation naturelle et paysagère du dossier d'autorisation.

N°2 : Déchets concernés par le plan de gestion des déchets d'extraction (PGD)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, annexe 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Durée de stockage des déchets d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ne sont pas concernés par le PGD : <ul style="list-style-type: none">- les déchets replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux, telles que la création de voies d'accès pour des machines, de rampes de roulage, de cloisons, de merlons ou de bermes ;- les déchets dangereux stockés < 6 mois- les déchets non inertes non dangereux stockés < 1 an- les déchets inertes, les déchets non dangereux et les terres non polluées stockées < 3 ans Attention pas de durée mini pour les stockages de catégories A (voir plus loin).
Constats : L'exploitant a présenté son plan de gestion des déchets d'extraction remis à jour en août 2021. Les déchets identifiés correspondent aux terres de découvertes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Déchets d'extraction inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Vérification du caractère « inerte » des déchets d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Caractérisation de l'inertie des déchets : - annexe I de l'AM du 22/09/1994 - circulaire du 22/08/2011 Annexe I : a) pas de désintégration ni dissolution, de nature à produire des effets néfastes sur l'environnement ou la santé humaine ; b) teneur maximale en soufre sous forme de sulfure $\leq 0,1 \%$, ou déchets avec teneur maximale en soufre sous forme de sulfure $\leq 1 \%$ et le ratio de neutralisation >3 , (essai statique prEN 15875) ; c) pas de risque d'autocombustion et pas inflammables ; d) teneur en métaux (As, Cd, Co, Cr, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, V et Zn) suffisamment faible ; e) pratiquement pas de produits, utilisés pour l'extraction ou pour le traitement, qui sont susceptibles de nuire à l'environnement ou à la santé humaine – exemple : floculants (inertes si monomère $< 0,1 \%$ dans polyacrylamide) . Constats : Les déchets concernés par le PGD rentrent dans le cadre de l'annexe I de l'AM du 22/09/1994 et de la circulaire du 22/08/2011. En conséquence, ils sont considérés comme inertes sans qu'il soit procédé à des essais spécifiques.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans Objet.

N° 4 : Déchets d'extraction non inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Vérification de la présence de déchets non inertes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Attention si présence : - marnes pyriteuses (teneur en soufre/ sulfures) pour l'industrie du ciment ou des carbonates naturels : calcimétrie à prévoir pour détermination du potentiel de production acide - boues issues du traitement des eaux d'exhaure (métaux), a priori non inertes - gypse ou anhydrite (sulfate) pour la production de plâtre, a priori non inertes → si non inertes, prévoir classement 2720 Constats : Aucun déchet recensé ci-dessus n'est présent sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : PGD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'un PGD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'IIC le PGD remis à jour en août 2021. L'IIC rappelle que le PGD doit être transmis à M. le Préfet à chaque mise à jour .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : PGD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 et 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Contenu du PGD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 11.5. Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploitation des carrières : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes. 16bis Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets.
Constats : Lors de l'analyse documentaire, l'IIC a constaté que le PGD contient l'ensemble des éléments mentionnés ci-dessus Toutefois l'inspection des installations classées indique à l'exploitant que le plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire pourrait être complété en localisant directement sur celui-ci les zones de stockages correspondant aux phases. L'inspection indique aussi que le plan annexé au PGD n'est pas le plan provenant de la dernière modification de phasage de l'APC de 2016.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : L'exploitant procédera à la mise à jour sous 3 mois de son PGD.

N° 7 : Remblayage par des déchets inertes externes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2022, Contenu du registre concernant les déchets, terres excavées et sédiments
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants. Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes : - la date de réception - la nature et la quantité des apports - l'origine des apports (producteur, SIRET, référence cadastrale du terrain) - le traitement effectué (recyclage, valorisation par remblayage...)
Constats : Le registre des Terres excavées entrants n'a été présenté lors de l'inspection. Ce registre doit recenser l'ensemble des apports entrants sur la zone de remblai de la carrière. L'ensemble des informations reprises ci-dessus doivent être reprises dans ce dernier.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Dans un délai de 3 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le registre chronologique prévu par l'arrêté du 31 mai 2021.